

Dans les quartiers populaires, la « résilience » malgré un surplus de difficultés

PAR PAULINE GRAULLE
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 31 MARS 2020

« *Les habitants des quartiers, c'est l'armée de l'ombre de cette guerre sanitaire* », dénonce le maire de Grigny (Essonne). Mais élus et associatifs d'Île-de-France constatent aussi, dans ces déserts médicaux, une certaine capacité de « *résilience* ».

Avec son portable, Diangou Traoré a immortalisé la scène : les barres blanches hiératiques, les voitures en rang d'oignons, le vent qui souffle dans les peupliers. Et pas un chat à la ronde. « *Incroyable, on n'entend que les oiseaux !* », s'exclame-t-elle gaiement sur la vidéo qu'elle a transmise à Mediapart comme une preuve qu'à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), le confinement peut ouvrir de surprenants horizons.



Les HLM des Francs-Moisins © Diangou Traoré

Aux Francs-Moisins, le temps a suspendu son vol. De son sixième étage, Diangou Traoré observe les allers-retours des camionnettes du Samu. Mais elle n'aperçoit plus un seul jeune qui tient les murs. Les mères de famille qui papotaient au bas des immeubles ont elles aussi disparu du paysage. La plus célèbre (et remuante) cité HLM de la ville, immobile, silencieuse, comme un mois d'août où les 10 000 habitants seraient partis en vacances : qui l'eût cru ?

Pas BFMTV en tout cas, débarquée sur place, caméra au poing dès le premier jour du confinement, pour filmer les insouciantes profitant du soleil. « *Mais maintenant, c'est bon, tout le monde est à l'intérieur*, affirme Diangou Traoré. *C'est juste qu'il nous a peut-être fallu un peu plus de temps qu'à d'autres pour avoir accès aux informations et pour s'organiser.* »

L'organisation : la condition *sine qua non* de la survie au temps du coronavirus dans les quartiers populaires. Dans le monde d'hier déjà, rien n'était simple. Mais aujourd'hui, il faut s'adapter aux nouvelles contraintes : l'arrêt de la distribution de l'aide alimentaire, les pertes de salaire quand les dépenses (en eau, électricité ou nourriture) augmentent du fait du confinement, l'accès aux soins et aux aides sociales encore plus compliqué qu'avant. La fermeture des PMI, des « antennes jeunes » et des écoles, ont eu pour corollaires de parquer les familles dans des appartements sous-dimensionnés et/ou vétustes. Et les adultes ne parviennent pas toujours à assurer l'accompagnement scolaire de leurs progénitures.

Il faut aussi faire avec l'isolement accru pour ceux qui n'ont pas les outils numériques adéquats, et les contrôles policiers renforcés, parfois **sources de vives tensions**. Sans oublier la surexposition au virus du monde ouvrier : ces caissières, livreurs, femmes de ménage, aides-soignants, chauffeurs de bus, éboueurs, travailleurs des travaux publics, qui, eux, n'ont pas la « chance » de pouvoir rester à la maison. « *Il y a un confinement de classe*, observe Bally Bagayoko, chef de file de La France insoumise à Saint-Denis. *Le coronavirus a mis en exergue les inégalités qui préexistaient. Ce sont les oubliés de la République qui la sauvent.* »

« *Les habitants des quartiers, c'est l'armée de l'ombre de cette guerre sanitaire* », abonde Philippe Rio, maire communiste de Grigny (Essonne), où 45 % des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté. L'édile, qui appelle le gouvernement à un moratoire sur les loyers, évoque aussi « *le travail au noir, très développé ici, qui ne sera pas indemnisé* ».

Pourtant, dans ce contexte encore plus complexe et paradoxal qu'ailleurs, les habitants des quartiers populaires semblent globalement jouer le jeu de l'enfermement. À Grigny (Essonne), on fait tourner les photos d'une Grande Borne déserte et propre, qui ressemble étrangement aux images de **Laurent Kronental**. À quelques kilomètres de là, dans l'autre grand ensemble de Grigny 2 où il vit, Philippe Rio se dit « *agréablement surpris* » de voir les consignes respectées.

Même chose à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), dans le quartier de Monmousseau, 6 000 habitants. Chaque soir à 20 heures, les coursives désertes retentissent d'applaudissements pour les soignants. À Stains (Seine-Saint-Denis), « *grâce à la police municipale qui a fait beaucoup de prévention, c'est à peu près rentré dans l'ordre cette semaine* », affirme le maire, Azzedine Taïbi. Dans les quartiers Nord de Marseille, « *à la Castellane ou à Frais-Vallon, les gens ont peur, ils restent à la maison* », indique également la sénatrice (PS) Samia Ghali.

Certes, tout est loin d'être rose. À Planoise, « *ville dans la ville* » de Besançon (Doubs), où **les fusillades** rythment le quartier depuis plusieurs mois, Jaouad Amarouch, le président de la mosquée (désormais portes closes), rapporte que les fidèles les plus âgés ont bien entendu les alertes gouvernementales. Le *deal* à la belle étoile est également en berne. « *Et ce serait bien si ça restait comme ça !* », sourit Jouad Amarouch. Certains jeunes, en revanche, « *des gamins de 12 ou 13 ans, continuent de prendre les choses à la légère* », déplore-t-il. Des adolescents, toujours les mêmes, qui vont faire les courses plusieurs fois par jour. Et jouent à chat avec les CRS qui battent le pavé pour assurer le confinement des 20 000 résidents.

Noura H., 28 ans, habitante des Francs-Moisins et mère de trois enfants dans un trois-pièces, raconte les hauts et les bas du quartier. « *Il y a déjà une pénurie de logements à Saint-Denis, alors la suroccupation est terrible, avec des gens qui sont à huit ou neuf dans des F3.* »

Ce qui ne l'empêche pas de garder le moral. Elle et sa copine, Diangou Traoré, sont intarissables sur les petits gestes de solidarité qu'elles observent autour d'elles au quotidien. Les caissières de la supérette qui, au cœur de la cité, rappellent aux clients le message du « *restez chez vous* ». Ou les animateurs du centre jeunes qui font de la sensibilisation sur Snapchat. Ceux qui ont la chance d'avoir une imprimante ont aussi déposé dans les halls les attestations de sortie.

Diangou Traoré, a elle-même déverrouillé le code de son Wi-Fi pour en faire profiter ses voisins. Et Noura H. pense à cette habitante qui a prêté sa prise électrique pour que les jeunes de l'étage puissent jouer à Fifa sur le palier. Mieux vaut ça que d'être tentés de traîner dehors. « *Dans les villes populaires, il y a un truc spécifique : c'est la capacité de gérer des situations de crise quasi permanentes. Chez les gens, mais aussi dans les services municipaux, c'est la résilience perpétuelle* », souligne Philippe Rio.

D'où ces cagnottes en ligne ou IRL (« *In real life* », dans la vraie vie) qui ont fleuri dans bien des grands ensembles, pour collecter un peu d'argent pour les plus démunis. « *Ça existe toute l'année, mais là, les gens donnent plus que d'habitude* », souligne Noura H.

« **Les hussards de la République, c'est nous !** »

Dans le quartier de Grigny 2, l'organisation se fait par cage d'escalier : répartition des courses (aliments et médicaments) à faire pour ceux qui ne peuvent se déplacer, mobilisation des communautés religieuses pour accompagner les deuils...

Ganesh Djearamin qui exerce comme podologue dans sa Grande-Borne natale, a, lui, monté un groupe d'entraide sur les réseaux sociaux. Objectif : diffuser des informations (par exemple : comment envoyer du courrier alors que la Poste est fermée), apprendre à coudre des masques, imprimer les cours sur des vraies feuilles pour les familles qui n'ont pas Internet, ou même, trouver des fours à micro-ondes individuels pour les habitants handicapés de l'hôtel Ibis Budget à côté... « *La grande force des quartiers comme*

la Grande-Borne, c'est la solidarité. Les barrières religieuses ou communautaires tombent, et tout le monde se retrouve », veut-il croire.

Les solidarités spontanées entre citoyens sur WhatsApp ou Facebook. Mais aussi du réseau associatif, quand celui-ci est fourni : voilà ce qui fait aujourd'hui marcher, clopin-clopant, les quartiers populaires.



La Grande-Borne confinée, à Grigny (91). © Pascal Troadec

C'est le cas à Ivry-sur-Seine, dans le quartier de Monmousseau. Karima Dahoui, présidente de l'association Action Réaction, et Abdelnour Chemlal, de l'association Sud-Est, mettent beaucoup de cœur à l'ouvrage : aide aux devoirs, livraison de packs d'eau, sortie d'enfants de parents sans papiers qui craignent de croiser la police... « *Il y a un problème très compliqué, souligne Karima Dahoui, c'est celui des enfants d'incarcérés. À Fresnes, beaucoup de détenus sont malades, et les familles, qui n'ont plus accès au parler, ne sont pas informées de la santé de leurs proches.* » À la tête de sa structure qui a également des antennes aux Philippines, au Mali et au Sénégal, Abdelnour Chemlal se sent soutenu par la mairie : « *On est boostés, on a les masques et ce qu'il faut, c'est bien. Il faudrait que ça soit comme ça tout le temps.* »

Non loin de là, Ouissem Guesni, président de l'association Biodiversité censée à l'origine sensibiliser les habitants d'Ivry à l'écologie – mais qui

aujourd'hui se concentre sur la distribution des paniers alimentaires – ne cache pas qu'il est un peu amer : « *Pendant des années, on a dû se débrouiller avec des bouts de ficelle, et aujourd'hui, tout le monde se retrouve, à raison, à louer les qualités formidables des bénévoles et du secteur associatif, le seul filet de sécurité qu'il reste dans ces quartiers où la présence de l'État se réduit comme peau de chagrin. J'espère qu'après la crise, les pouvoirs publics vont remettre les moyens. Les hussards de la République, c'est nous, le secteur associatif !* »

N'empêche, à Marseille, Samia Ghali brosse un tableau très sombre des quartiers Nord. La misère, sous ses yeux : « *Il faut que les gens puissent manger à leur faim, acheter du lait pour les nourrissons, des petits pots pour les bébés, que les personnes âgées puissent sortir de chez elles pour aller dans les marchés alimentaires, sinon, il va y avoir des tensions et des pillages !* », avertit celle qui a réclamé à Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires, l'ouverture d'une cellule d'aide alimentaire d'urgence au cœur des cités.

Comme si cela ne suffisait pas, le bailleur d'un logement social a décidé d'arrêter les ascenseurs de trente-six immeubles de douze étages, faute, dit-il, de pouvoir assurer le dépannage. Et emprisonnant par là même les habitants tout en haut des tours. « *Je ne vais pas vous mentir, on n'a pas su anticiper*, ajoute la candidate aux municipales qui pointe que tout le monde n'a pas la chance d'avoir la télévision, les jeux vidéo pour occuper les enfants, ou Skype pour entrer en contact avec les enseignants. *Personne n' imagine la détresse dans ces quartiers. Franchement, ces gens-là ont du mérite d'accepter de vivre comme ça.* »

Alors que l'épidémie progresse partout en France, les quartiers doivent faire avec un autre gros problème : l'accès aux soins. Pas simple de trouver une prise en charge dans les déserts médicaux qui entourent bien souvent les cités HLM. Surtout quand les réseaux de transports tournent au ralenti.

Ce qui fait dire à Isabelle Peltier, soignante, que les quartiers sont « *doublement touchés* » par le Covid. Les habitants, cibles privilégiées de ce virus, le sont

d'abord du fait de leur mode de vie précaire : dans les quartiers, le nombre de personnes touchées par le diabète, l'obésité, les handicaps ou les affections de longue durée est plus important que dans les zones plus bourgeoises.

Plus vulnérables qu'ailleurs, car passés entre les filets de la prévention, ils sont aussi moins bien soignés. Peu inscrits dans les centres de santé locaux, et parfois sans couverture sociale.

Aux Francs-Moisins, où exerce un seul médecin pour 1 900 logements sociaux, depuis quelques jours, les patients font sagement la queue, à un mètre de distance, devant le centre de soin « Place santé ». Une ambiance bien sage, loin de la cohue qui prévalait il y a encore quinze jours. Reste que les hôpitaux de Seine-Saint-Denis sont déjà saturés, et qu'on n'y trouve déjà **plus aucune place en réanimation**. « *Dans le département, ça va être l'hécatombe* », s'inquiète Isabelle Peltier.

À Stains, où la densité de médecins est inférieure à la moyenne, déjà extrêmement basse, du département, le centre municipal de santé (CMS) est ouvert toute la semaine, en contact avec les médecins libéraux et les pharmaciens. Frédéric Nadolny y voit arriver une douzaine de patients par jour avec suspicion de

Covid. « *Ici, il y a eu une plus grande difficulté de compréhension des messages des pouvoirs publics : les "gestes barrières", c'est une expression un peu bizarre, d'autant plus pour des gens qui n'ont pas le français comme langue maternelle, souligne-t-il. L'épidémie arrive sur une population fragile, et dont la priorité n'est pas forcément leur santé. Par ailleurs, les habitants de logements insalubres, souvent suroccupés, peuvent prendre leur toux pour une conséquence de l'humidité de leur appartement, ce qui retarde les diagnostics.* »

Julie Etcheverry, généraliste au CMS de Gennevilliers – une ville qui cumule le taux de foyers non imposables et de familles monoparentales le plus élevé des Hauts-de-Seine –, se voit parfois répondre de drôles de choses devant les problèmes qui s'amoncellent : par exemple, conseiller à ses patients contaminés de « *dormir dans un coin de la pièce* » quand ils sont plusieurs à vivre dans un studio.

Elle redoute aussi l'après-Covid : ces patients chroniques qui se seront « autocensurés » pendant la période et qui verront leurs pathologies empirer. Ou les très jeunes mamans poussées rapidement hors des maternités pour libérer les lits. Manière de dire que les quartiers populaires ne sont pas au bout de leur peine.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.